

L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

N^o 26.

SAMEDI 16 AOUT 1919.

Le N^o 0 fr. 20
0 mk. 40

LA PREMIÈRE SESSION DE LA DIÈTE DE POLOGNE.

I.

La Diète de Pologne a été élue en vertu de la plus démocratique loi électorale, du suffrage universel et proportionnel sans distinction de sexe.

Les élections ne purent avoir lieu simultanément dans toutes les provinces de la Pologne. La Galicie orientale soutenait à ce moment-là une lutte héroïque contre les hordes ukrainiennes. La Silésie de Cieszyn où tout était prêt pour les élections, et dans laquelle—fait qui mérite d'être souligné—une seule liste de compromis de tous les partis fut formée, la Silésie de Cieszyn donc fut occupée par les troupes tchèques juste au moment des élections. Les districts de l'Est se trouvaient encore en partie sous la domination bolchéviste et en partie sous celle des Allemands. La Posnanie commençait à peine à s'organiser après avoir chassé par la force armée les Allemands qui ne cessaient néanmoins d'attaquer ses frontières. La Prusse occidentale et la Haute-Silésie se trouvaient encore dans l'esclavage, détachées de la Pologne. La constituante polonaise cependant devait, même dans de telles circonstances, jouer le rôle d'une représentation complète de la nation. En conséquence un décret du Chef de l'Etat appela tous les députés de la Galicie et de la Posnanie lesquels, par suite du suffrage universel, avaient été élus antérieurement au parlement de Vienne et de Berlin, afin qu'ils représentassent leurs provinces à la Diète jusqu'au moment où des élections normales deviendront possibles dans ces territoires.

C'est dans la journée du 9 février 1919 que la Diète polonaise put se réunir enfin dans la capitale après un siècle et demi d'efforts indicibles, de combats sanglants, de sacrifices et de rêves irréalisables. Ce fut une journée de triomphe pour le patriotisme polonais.

La Diète eut devant soi une tâche immense.

La guerre sur tous les fronts demandait l'organisation de troupes fortes et bien équipées. Le gouvernement des occupants avait réduit le pays à la ruine économique. Les villes et les villages dévastés exigeaient une prompt reconstruction. L'instruction publique étouffée de force par les oppresseurs requérait les moyens d'un développement immédiat. L'administration du pays avait à être formée dès les fondements. Enfin le grave problème de la réforme sociale se dressait devant le gouvernement.

Une Diète élue sur des principes aussi démocratiques que ceux qui présidèrent à sa formation, devait nécessairement compter dans ses rangs un grand nombre de paysans et d'ouvriers, élément peu cultivé au point de vue politique. Certains envisageaient donc cette première représentation de la nouvelle Pologne d'un oeil à la fois inquiet et critique en redoutant qu'elle ne se montrât incapable de remplir sa tâche énorme. La meilleure réponse à ces appréhensions sera de donner une brève revue de tout ce que la Diète a pu accomplir durant le cours de sa première session parlementaire, dans l'espace depuis le 9 février jusqu'au 2 août.

Bien que des tâches innombrables d'ordre intérieur eussent incombé à la Diète, les débats de la Conférence de la paix

qui se déroulaient en même temps à Paris, forcèrent les députés à s'occuper en premier lieu de la fixation des frontières de l'Etat et de l'attitude de celui-ci vis-à-vis des puissances de l'Entente.

Après avoir donc voté comme nécessité la plus urgente—la levée de 6 classes d'armes (à la séance du 26 février), la Diète vota à l'unanimité le 26 mars l'alliance avec toutes les puissances de l'Entente, alliance qui avait d'ailleurs déjà été contractée au champ d'honneur dans les combats pour les droits des nations. La motion de la commission pour les affaires étrangères adoptée par la Diète se termine par les paroles suivantes:

„La Diète invite le gouvernement à présenter dans le plus bref délai les conventions politiques, militaires et économiques conclues au nom de la Diète comme autorité suprême de la République polonaise et formulant d'une manière légale l'alliance de la Pologne avec lesdites Puissances pour seconder les intérêts vitaux de l'Etat polonais autant que les tendances communes de toutes les nations de l'Europe qui visent une paix stable et la défense des nations devant la suprématie de leurs voisins.“

L'opinion de la Diète au sujet des frontières de la Pologne trouva son expression dans les résolutions de la séance du 23 mai. D'après ces résolutions, la Pologne désire devenir un facteur de la paix internationale et se déclare pour l'union de nations libres et égales. En égard aux minorités nationales habitant sur les territoires de la Pologne, celle-ci leur assure l'égalité de droits et l'autonomie nationale et culturelle. Gdańsk doit être réuni à la Pologne comme son port unique. La Haute-Silésie, la Silésie de Cieszyn, le Spisz et l'Orawa doivent retourner à la Pologne. En ce qui concerne ses confins orientaux, la Pologne tend à la délivrance des territoires de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie de la domination étrangère afin de rendre possible aux habitants de ces contrées une libre décision sur leur propre sort et sur leur appartenance à la République polonaise. Le droit d'autodisposition doit être accordé

également à ces parties de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche qui possèdent une majorité polonaise et qui désirent se réunir à la Pologne.

Enfin l'une des dernières séances de la Diète vota par une majorité énorme (286 contre 41) la ratification du traité de Versailles conjointement avec la convention conclue en vertu du 93 paragr. du traité entre les puissances Alliées et Associées et la Pologne.

Après les affaires touchant les questions de la politique étrangère, la Diète consacra son attention avant tout à celle de la réforme sociale. Un pays qui possède parmi ses habitants environ 80% de population agricole et qui était privé de la possibilité de résoudre la question agraire conformément à ses propres intérêts dans la moitié du XIX-e siècle, époque décisive en ces matières, ce pays dû tout naturellement avoir la question agraire pour problème le plus important.

A la séance du 10 juillet la Diète vota les principes fondamentaux de la réforme agraire invitant à la fois le gouvernement à élaborer dans le plus bref délai des lois spéciales pour former et maintenir dans la République la nouvelle organisation agraire basée sur les résolutions de la Diète. Le paragraphe principal de la réforme agraire est conçu comme suit:

„Le maximum fondamental de possession individuelle qui ne sera point soumis à une expropriation forcée, doit être fixé par la loi pour les districts particuliers dans des limites variant de 60 à 180 hectares. Le plus bas chiffre se rapporte aux régions industrielles suburbaines. Dans certaines parties de l'ancienne occupation prussienne et des marches de l'Est ce maximum pourra être élevé dans les cas où ce serait dans les intérêts de l'Etat — jusqu'au chiffre de 400 h.“

Afin de seconder la réforme agraire, la Diète vota une loi pour fonder un office agricole central dont les fonctions seraient de préparer les lois devant régir ladite réforme, de mettre cette réforme en action et d'effectuer la liquidation des affaires de

la Banque agraire de la Russie, de la Commission de colonisation allemande etc.

Le reste des travaux de la Diète durant cette première session parlementaire formera le sujet d'un article suivant.

(Suite au prochain numéro).

L'égalité de droits pour les Juifs.

Le bureau du travail social à Varsovie a fait présenter à la commission Morgentau la traduction anglaise du texte du décret sur l'égalité de droits pour les Juifs publié à la date du 5 juin 1862 par le Conseil d'Etat polonais du Royaume autonome de Pologne lors du gouvernement civil du marquis Wielopolski.

Ce décret inséré dans le 60-me volume du „Journal de la Loi“ de 1862, page 19, est en vigueur jusqu'à présent et forme la preuve incontestable que les Juifs en Pologne possèdent dès l'année 1862 des droits civils et politiques égaux à ceux dont jouissent les Polonais. Si ledit décret leur enjoint de renoncer à l'usage de la langue hébreu-allemande dans les actes publics, ce n'est que pour les mettre sur pied d'égalité avec le reste de la population, de même que dans les autres pays de l'Europe.

L'acte précité devrait convaincre la commission Morgentau que le gouvernement polonais a accordé l'égalité de droits aux Juifs de son propre gré et cela 57 ans avant le congrès de Versailles. De ce même fait l'assertion que les Juifs ne possédaient pas jusqu'à présent l'égalité de droits en Pologne, se trouve totalement démentie. Cette assertion ne peut se rapporter qu'au gouvernement russe qui existait en Pologne, mais ne saurait concerner en aucun cas la législation polonaise.

Entreprises commerciales en Pologne.

Le Journal des Lois de l'Etat polonais a publié, au cours des 7 semaines dernières des décrets confirmant les statuts des entreprises suivantes:

1) „Société par actions du commerce des produits de la terre“ ayant pour but de collaborer avec le Gouvernement Polonais et de lui servir d'aide compétent en fait d'économie agraire et d'approvisionnement. Capital social — 3

millions de marks répartis en 6000 actions à 500 marks chacune.

2) „Société Polonaise du Commerce Extérieur“ (société par actions). Capital social — 2.000.000 de marks répartis en 4.000 actions à 500 marks chacune.

3) „Société par actions de vente de chaussures „Dobrochód“ qui a pour objet l'acquisition, l'administration et l'extension de l'entreprise appartenant à la société coopérative sous la raison sociale „Vente de chaussures à bon marché“. Siège social—Varsovie. Capital social — 300.000 marks polonais répartis en 600 actions à 500 marks chacune.

4) „Société par actions des usines de lampes électriques „Cyrkow“. Siège social—Varsovie. Capital social—1.500.000 de marks repartis en 3.000 actions à 500 marks chacune.

5) „Société par actions sous la raison sociale. „Société d'assurance—Przyszłość (Avenir) — à Varsovie“. Capital social — 2.000.000 de marks. 4 000 actions seront émises, à 500 marks chacune.

6) Société par actions sous la raison sociale „Société par actions des plantations polonaises associées de blés de sélection“. Capital social — 3.000.000 de marks polonais repartis en 3.000 actions à 1000 marks chacune. Siège social — Varsovie.

7) „Pétrole Polonais Société par actions à Varsovie“ ayant pour but le développement de l'industrie pétrolière polonaise dans toutes ses branches. Capital social — 5.000.000 de marks repartis en 10.000 actions à 500 marks chacune. Fondateurs: Banque Industrielle de Galicie à Lwów (Léopol), Banque de Crédit Foncier de Galicie — société par actions à Lwów, MM. Ernest Adam—député à la Diète, directeur de la Banque de Crédit Foncier de Galicie, Alfred Halban — député à la Diète, président de l'Association des porteurs de parts brut à Lwów, Alfred Kohl — avocat, directeur de la „Société Pétrolière Polonaise“ à Lwów, princesse Marie Lubomirska, Zdzislas Szuszkiewicz — directeur de la Banque de l'Industrie à Lwów.

8) „Fabriques de produits de pommes de terre — Złoty Potok — société par actions“. Siège social — Złoty Potok. Arrondissement de Czenstochowa. Capital social — 1.000.000 de marks repartis en 1600 actions à 1000 marks chacune. La société a pour objet d'acquérir et d'administrer l'usine des produits de pommes de terre à Złoty Potok

appartenant à la commandite „Usines des produits de pommes de terre „Złoty Potok—Zareba Frères, J. Morstin et Cie”, ainsi que d'établir et de conduire dans les limites de l'Etat polonais d'autres fabriques des produits de pommes de terre.

9) „Société par actions du Commerce et de l'Industrie-Métallurgique M. Lisowski” visant à acquérir et à administrer les établissements mécaniques de chaudières connus sous la raison sociale „Makowski Frères et M. Lisowski” ainsi que la maison de commerce et les usines d'armatures connus sous la raison sociale „M. Lisowski et St. Janicki”. Siège social—Varsovie. Capital social—1.500.000 repartis en 3.000 actions à 500 marks chacune. Un groupe de négociants, d'industriels et d'ingénieurs de Varsovie sont fondateurs de la Société.

CHRONIQUE POLITIQUE.

M. Hoover à Varsovie.

M. Herbert Hoover, chef de la mission de ravitaillement américaine est arrivé à Varsovie le 11 août. Le bienfaiteur des pays dévastés par la guerre fut accueilli à la gare par tous les représentants du gouvernement avec M. Paderewski en tête. Une garde d'honneur et des orchestres militaires se trouvaient également sur place, pour faire accueil à l'éminent visiteur.

L'Allemagne et la Pologne.

Négociations polono-allemandes.

La commission pour les pourparlers polono-allemands a quitté le 10 août Varsovie pour se rendre à Berlin. Avant de partir, la commission a tenu une séance pour fixer les points principaux sur lesquels doivent porter les débats. Il doit y être question en premier lieu du terme dans lequel les territoires attribués à la Pologne doivent passer en possession du gouvernement, du passage des fonctionnaires allemands sous les autorités nouvelles et de la libération des internés des deux parts. Quantité d'affaires économiques, financières et relatives à l'instruction dépendent également de ces pourparlers.

Les intrigues allemandes entre Polonais et Juifs.

Les documents publiés récemment par la presse française et anglaise prouvent clairement le rôle perfide que jouent les Allemands dans la question juive en Pologne. Nous voulons parler des lettres de M. Gruenfeld, conseiller d'Etat, adressées à la s-té par actions dont il est directeur et au dir. Willinger à Katowice dans la Haute-Silésie, président de la soc. „Freie Vereinigung” fondée spécialement dans le but d'agitation antipolonaise.

Dans lesdits documents il est question entre autres de délégations permanentes à la Haye, à Berne, et à Copenhague. Le quot. de Varsovie „Kurjer Polski” communique à ce sujet de source compétente que le président de cette délégation allemande à Copenhague, un certain M. Wim, fut muni d'instructions et de secours matériels de Berlin pour expédier en Pologne des journalistes américano-juifs qui fourniraient des descriptions de pogroms. Des documents prouvant l'action dudit M. Wim se trouvent déjà en mains polonaises. Il en résulte incontestablement, de même que des lettres sus-mentionnées, que le commandement de la campagne antipolonaise menée par les Juifs se trouve à Berlin.

L'attitude malveillante du gouvernement allemand envers la Pologne.

D'après les paroles d'Altmayer, membre du Volksrat et celles du major Wagner, représentant du commandement général de Gdansk, citées par la „Gazeta Gdanska”, les plus hauts fonctionnaires allemands de l'Est tachent de corrompre la Pologne et la Prusse ouest, infiltrant le ferment bolchéviste. Le même journal cite un ordre du commissaire du gouvernement de la Prusse est et ouest du district de Bydgoszcz (Bromberg):

„Je recommande aux capitaines von Dobener et Czopnik la propagande dans la partie des provinces de la Prusse ouest et dans le district de Bydgoszcz qui seront cédées à la Pologne. Les moyens nécessaires de propagande sont à leur disposition à mon bureau de Königsberg. Le commandement général du 17-e corps de l'armée est prié de congédier ces messieurs pour qu'ils puissent s'adonner à la propagande“.

Le commissaire du gouvernement allemand, Winnig de Königsberg, malgré la signature du traité de paix et les assertions politiques sur l'entendement avec les Polonais, fait la propagande pan-germanique.

Les Allemands dans la Haute-Silésie.

On mande de Bytom dans la Haute-Silésie:

Les directeurs des établissements miniers interrompent le travail à dessein afin d'augmenter le nombre des sans-travail qu'ils veulent expédier en France. Les Allemands se servent de ce moyen pour augmenter les chances du plébiscite en leur faveur.

Terreur politique pratiquée par les Allemands.

Dans les provinces soumises au plébiscite, les allemands continuent à pratiquer la terreur politique. Par exemple les membres de la délégation mazouze, qui s'étaient rendus à Paris, furent condamnés après leur retour à un an et demi de forteresse parcequ'ils osèrent se reconnaître Polonais et demander la protection pour la population polonaise de la Masovie prussienne.

Actes de violence des Allemands.

L'activité des Allemands visant à détruire la flotte commerciale polonaise n'a pas cessé. Outre les actes de pillage commis il y a quelques semaines au détriment de la Société du Commerce et de la Navigation à Varsovie (4 remorqueurs emmenés à Królewiec — Königsberg), la presse polonaise signale un excès nouveau du même genre: deux chalands en fer ont été construits récemment dans les chantiers de la maison Pawlowski à Toruń (Thorn) sur commande de la société sus-mentionnée. A peine sortis des docks, ces chalands furent saisis par les autorités allemandes et expédiés en Allemagne.

Les Juifs en Pologne et en Russie.

La jeunesse juive à Lwów.

L'association de la jeunesse israélite à Lwów a tenu une réunion au cours de

laquelle nombre de résolutions furent adoptées. L'une de ces résolutions est conçue en ces termes

„Il ne saurait y avoir sur les territoires de la République d'autres écoles que celles qui forment de bons citoyens polonais. Une école polonaise par la langue autant que par l'esprit doit donc former le poste le plus important de l'idée nationale“.

Les massacres des Juifs en Russie.

La station radiographique de Varsovie a surpris la dépêche suivante expédiée de Moscou à la date du 13 août:

„Le journal „Sowieckije Izwiestia“ s'étend sur la question juive laquelle a pris des proportions effrayantes par suite de massacres cruels. Des chiffres non complétés démontrent environ 5000 Juifs assassinés en Podolie. La population juive de Proskurow (Płoskirow) a été totalement exterminée. 122,000 malheureux Juifs pillés et condamnés à la misère cherchent refuge dans le gouvernement de Kiew. Dans le gouvernement de Podolie les soldats de Petlura ont recommencé dernièrement à massacrer les Juifs. Partout où gouvernent Kołczak et Denikine, les restrictions au sujet des Juifs sont rentrées en vigueur.“

Massacres de Juifs par les Ukraïniens.

Le quot. de Lwów „Słowo Polskie“ insère des détails fournis par un témoin oculaire sur les massacres de Juifs qui ont eu lieu dans la ville de Płoskirów (Proskurów) en Podolie. Les Ukrainiens ayant occupé cette petite ville après la retraite des bolchéviques, ils prirent revanche des coopérations juives et bolchévistes. Quatre détachements de 200 soldats furent introduits dans le centre de la ville par le gén. Semesenko, lequel donna l'ordre d'épargner les cartouches et de ne pas piller, mais de n'épargner pas un seul Juif. Les soldats répartis par leurs officiers en escouades se glissèrent dans les maisons et procédèrent à un massacre systématique sans accepter de rançon. Les massacres une fois terminés, le pillage commença de plus belle.

Les nations slaves et la Pologne.

Les relations polono-tchèques.

Le bureau de la presse tchèque communique qu'une réunion de représentants du gouvernement tchéco-slovaque a été inaugurée le 4 août à St Martin de Turcza en Slovaquie. M. Szrobar, ministre pour la Slovaquie, y prononça un discours dans lequel il rappela toutes les vicissitudes de ce pays sous le gouvernement magyar. Après avoir accusé d'agitation anti-tchèque les Polonais, notamment M. l'abbé Machay, (connu à Paris comme chef de la délégation des montagnards du Spisz à la conférence de la paix) le ministre Szrobar a terminé en déclarant qu'il faut que les Tchéco-Slovaques nouent des relations avec les Polonais et qu'ils tâchent de vivre en paix avec eux, vu que des tâches importantes les attendent qui ne peuvent être négligées à cause d'un conflit local. Les Polonais et les Tchèques devraient former dans le centre de l'Europe une digue de protection contre les promoteurs de la guerre mondiale, c'est-à-dire les Allemands et les Magyars.

Conduite des Tchèques à l'égard des fuyards de la Galicie orientale.

La direction de la police tchèque à Brunn (Brno) en Moravie a publié une proclamation adressée aux exilés polonais, fuyards de Lwów et d'au-delà, en leur enjoignant de quitter la ville avant la date du 25 août. Ceux qui n'auront point obéi à cet ordre, seront évacués de force pour être renvoyés à Cracovie.

Succès des armes polonaises.

Extrait du communiqué officiel du 12 août:

Front Volhynie: L'armée du front de Volhynie dans le but de réagir contre la future concentration préméditée des troupes bolchévistes déplacées du front sibérien sur notre front, en rapport avec l'opération engagée en Lithuanie, passeront à l'offensive. Sur le secteur Brody Luck après de courtes acharnées batailles conquîmes Krzemieniec et Dubno. Activité continue. L'ennemi se retire franchissant la rivière Stubla.

Extrait du communiqué du 13 août: Front Lithuanie et Ruthénie-Blanche: La poursuite de l'ennemi vaincu continue. Dans le secteur au nord-est de Minsk nos troupes ont rompu l'arrière-garde ennemie qui se retirait dans la direction Bobrujsk.

Front Volhynie: Les détachements de tireurs de la division Bernard secondés par notre artillerie occupèrent dans la nuit du 12 au 13 août après un combat acharné de plusieurs heures la ville de Rowno en prenant successivement les forts sud et ouest garnis de forts détachements d'infanterie et d'artillerie. Le chef du front volhynien, gén. Listowski est parti pour Rowno le 13 août. Le butin est considérable, pas encore calculé.

Dans les marches de l'Est.

Intrigues allemandes en Lithuanie.

Les journaux de Wilno mandent:

Trois détachements allemands composés chacun de 350 hommes stationnent en Samogitie. A peu près 6 avions par jour font leur vol dans la direction Mittau — Riga sans jamais revenir. Il serait à supposer que ces avions sont vendus aux bolchéviques et aux autres troupes russes. Dans la localité de Szawle se trouvent jusqu'à 38 avions allemands.

Les troupes Liewen en Lithuanie.

La P.A.T. mande de Wilno à la date du 13 août que les troupes Liewen ont occupé certaines localités de la région de Kowno. Un drapeau russe avec l'inscription: "Etat-major de l'armée volontaire russe" flotte sur l'une des maisons. Le commandant lithuanien à Szawle ayant demandé à un officier russe que signifie cette occupation, il aurait reçu la réponse: "C'est moi plutôt qui puis vous demander ce que vous faites ici et quel est votre droit de me poser des questions".

Autour de la ligne de démarcation polono-lithuanienne.

On déclare de source compétente que la nouvelle ligne de démarcation proposée par l'Entente entre la Pologne et

la Lithuanie laisse du côté lithuanien un territoire d'environ 6000 kilom. carrés (à peu près autant que l'Alsace) dont la majorité de la population est polonaise. Le territoire polonais au delà de la ligne de démarcation comprend non seulement sur les confins du gouvernement de Kowno les arrondissements de Malaty et de Szyrwinty, dans lesquels, même d'après la statistique allemande peu favorable aux Polonais, le nombre de ceux-ci s'élevait à 72%. Cette ligne dépasse le gouvernement de Kowno et traverse les rivières de Wilga et de Niewiaza jusqu'à Kiejdan. Certaines communes situées dans la bifurcation de ces rivières sont entièrement polonaises. Dans 50 paroisses limitrophes du gouvernement de Kowno la population polonaise forme 70% de tous les habitants catholiques. Des pétitions de 60 endroits du district de Kowno réclamant leur union à la Pologne furent adressées au gouvernement polonais non seulement après la convocation de la Diète, mais même antérieurement, au temps du Conseil de la Régence.

Les dernières élections municipales à Kowno démontrèrent que les Polonais forment 42%, les Lithuaniens seulement 17%.

Protestation des habitants de Kowno.

On communique de Wilno à la date du 9 août la protestation suivante parvenue de la ville de Szyrwinty près Kowno:

„La nouvelle ligne de démarcation proposée par l'Entente et en vertu de laquelle toute la partie polonaise du pays devrait rester sous la domination lithuanienne — est considérée par les habitants comme un tort qu'on leur fait. Les habitants espèrent que le gouvernement polonais qui a eu tant de preuves d'attachement et de fidélité à la Pologne de la part de cette population, ne la laissera point en butte aux violences du gouvernement lithuanien, dont nous avons déjà eu la preuve lors du retrait des troupes polonaises de la ville de Merez qui fut occupée par les divisions lithuaniennes.

Une population qui a offert tant de volontaires à l'armée polonaise, a droit à la protection de l'Etat et le soldat qui a combattu sous le drapeau polonais pour la cause commune, doit avoir la sécurité que sa famille restée au logis ne sera exposée à aucun danger.

La certitude est générale que les

habitants ne seront point déçus dans leur confiance en la protection du gouvernement polonais et que la décision des Alliés ne sera point immuable“.

Au-delà de la ligne de démarcation.

Les communes situées en Lithuanie au-delà de la ligne de démarcation polono-lithuanienne ont envoyé des pétitions adressées au Chef de l'Etat et à la Diète en demandant d'être incorporées à la Pologne. Ces pétitions portent plus de 2000 signatures, dans le nombre desquelles plus d'une centaine signées par des illettrés.

Un meeting dans la Galicie Orientale.

Une assemblée de Polonais et de Juifs patriotes polonais réunie à Baligród dans la Galicie orientale le 3 août a adopté la résolution suivante:

„Les citoyens polonais et Juifs polonais de la ville de Baligród et environs protestent contre tout projet de partage de la Galicie et contre toute tentative de limiter les droits de l'Etat polonais sur quelle partie que se soit de cette province, soit en y établissant un gouvernement temporaire, soit en la soumettant au plébiscite.

La Galicie orientale formait toujours partie intégrale de la République polonaise. C'est au nom de la tradition et des droits historiques scellés par le sang et le martyre de nos frères, femmes et enfants, c'est au nom de la civilisation et de l'ordre social que nous insistons fermement sur le non-partage de la Galicie et sur la souveraineté de l'Etat polonais dans cette province entière. Nous demandons qu'un gouvernement ferme et équitable soit installé immédiatement dans cette partie des marches de l'Est et nous espérons que ce pays si terriblement dévasté par la guerre et surtout par les derniers combats, jouira d'une protection spéciale du gouvernement“.

Cette résolution fut mandée par télégramme au Chef de l'Etat, au Président du Conseil et à la Diète.

NOUVELLES ÉCONOMIQUES.

Les ouvriers polonais en France.

Les journaux insèrent les détails des négociations entre les gouvernements français et polonais au sujet de l'émigration des ouvriers polonais en France. On y trouve également le texte de la lettre de M. Pichon adressée à M. Kisiel, délégué du Ministère polonais de la Protection du Travail.

Après avoir fait mention du projet élaboré conjointement par les deux gouvernements en mars c. au sujet de l'embauchage de mille ouvriers polonais pour la France à titre d'expérience, M. Pichon déclare que — vu le besoin immédiat de mains-d'œuvre dans l'industrie minière et métallurgique — le gouvernement français se voit obligé d'en embaucher un nombre beaucoup plus grand.

M. Pichon fait observer en conséquence qu'il serait désirable que la Pologne communiquât au plus tôt avec la France à ce sujet, considérant que les autres Etats pourraient en profiter pour envoyer à la France leurs sans-travail.

Les mines de houille en Pologne.

Une Société par actions de capitalistes polonais a été créée dans le but d'acquérir les mines de Jaworzno en Galicie. Un emprunt garanti par le gouvernement sera contracté à cette fin dans une des banques de Galicie.

Le conseil municipal de Cracovie a déclaré son adhésion avec un capital de 12 et demi millions de couronnes au consortium qui a acheté les mines de charbon à Jaworzno. La commune de Lwów et les conseils de surveillance de la Banque de Galicie et de la Banque de l'Industrie ont pris des décisions analogues. Les mines de Jaworzno seront transformées en une s-té par actions sous la raison sociale „Mines communales de charbon“. Le capital social de l'entreprise sera de 40 millions. Les deux villes seront en majorité au conseil de la s-té et elles auront le droit de priorité pour la houille provenant des mines de Jaworzno.

Importation de matières premières.

La Commission de l'Etat pour les importations et exportations a conféré à la délégation économique polonaise auprès la Conférence de la Paix le droit de délivrer des autorisations pour l'importation en Pologne du coton, de la soie, de la laine, du ferro-manganèse, du ferrosilicium, de l'acier, du nikel, de l'étain ainsi que de tous les matériaux explosifs, des transmissions, des cordes d'acier et de chanvre.

En même temps le droit a été conféré à la délégation du Ministère de l'Approvisionnement à Paris de faire venir de l'étranger des articles de première nécessité et notamment: des cuirs pour chaussures, vêtements tous faits, tissus pour linge, linge tout fait à bon marché, vêtements, savons, allumettes, thé, café et sucre.

Direction Centrale des organisations agraires à Varsovie.

La Société Centrale des Agriculteurs à Varsovie, l'Association des coopératives agricoles du Royaume du Congrès, la S-té Agricole à Lwów (Léopol), la S-té des Agriculteurs à Cracovie, la S-té Centrale des Agriculteurs, le Patronage des Coopératives Agricoles et la Chambre de l'Agriculture à Poznań ont créé d'un commun accord une „Direction Centrale des Organisations Agraires, dont le siège sera à Varsovie. Cette institution aura pour objet de coordonner sur tout le territoire de l'Etat polonais les travaux de diverses sociétés des Agriculteurs, ainsi que de représenter les intérêts de l'agriculture auprès du Gouvernement, des corps législatifs et des autorités autonomes.

Le premier avion polonais.

Le premier avion construit entièrement dans les ateliers centraux de l'aviation militaire polonaise a effectué le 9 août un vol d'inauguration au-dessus de l'aéro-parc militaire de Mokotow. C'est un biplan du système „Roland“.